

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 27/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PMC ISOICHEM**

4 AV PHILIPPE LEBON  
92230 Gennevilliers

Références : 31314  
Helios : 60257  
Code AIOT : 0006506294

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement PMC ISOICHEM implanté 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la gestion de la pollution du site notamment dans les eaux souterraines.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PMC ISOICHEM
- 4 AV PHILIPPE LEBON 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PMC ISOCHEM fabrique depuis 1973 des principes actifs dédiés à l'industrie pharmaceutique avec l'utilisation de solvants organiques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des eaux souterraines ;
- Interprétation de l'état des milieux ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Interprétation de l'état des milieux (IEM)	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article Condition 3 de l'article 2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article Condition 1 de l'article 2	/	Sans objet
2	Ouvrages de suivi	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article Condition 1 de l'article 2	/	Sans objet
3	Substances analysées	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article Condition 1 de l'article 2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure la surveillance des eaux souterraines. Conformément à l'arrêté préfectoral du 28/01/2020, il a transmis une IEM. Cependant, cette IEM doit être revue.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article Condition 1 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PMC ISOICHEM est tenue de réaliser une surveillance trimestrielle de la qualité des eaux souterraines de la nappe des alluvions de la Seine sur le réseau de surveillance composé des ouvrages suivants : Pz1 à Pz8, P11bis, P12bis, P13, P14, P15bis, Pm2, Pm4, Pm6. La société PMC ISOICHEM est tenue de réaliser une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines de la nappe du Lutétien sur le réseau de surveillance composé de l'ouvrage PzL4.[...]
<b>Constats :</b> Par courriel du 5/03/2021, l'exploitant a transmis un rapport « Investigations environnementales complémentaires » réalisé par la société AECOM et daté du 12/02/2021. Suite à ce rapport, le courrier préfectoral du 22/06/2021 a imposé le suivi des eaux souterraines, à une fréquence semestrielle a minima, avec les ouvrages Pz3, Pz4 et Pz6 (surveillance du stockage de produits chimiques et de l'atelier chimie III), Pz5 (amont), Pz9 (source concentrée de pollution), Pz8, P13 (aval), Pz2, Pz7 (latéral), P15bis, P16, P11bis (aval hors site) et PzL4 (prélèvement dans le Lutétien).  L'exploitant réalise une surveillance semestrielle des eaux souterraines sur l'ensemble des piézomètres imposé par courrier préfectoral du 22/06/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Ouvrages de suivi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article Condition 1 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Les têtes des ouvrages de suivi (piézomètres) sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par les véhicules). Lorsque le suivi auquel ils participent n'est plus nécessaire, ils sont comblés dans les règles de l'art.[...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les têtes des piézomètres sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par les véhicules).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Substances analysées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article Condition 1 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Les analyses de ces prélèvements portent, a minima, sur les paramètres suivants : hydrocarbures C5-C10 (3332) et C10-C40 (3319), benzène (1114), toluène (1278), éthylbenzène (1497), xylène (1780), chloroforme (1135), chlorobenzène (1467), dichlorométhane (1168), tétrachloroéthylène (1272), trichloroéthylène (1286), chlorure de vinyle (1753). Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé. Le pH, la conductivité et la température sont mesurés sur chaque échantillon prélevé.
<b>Constats :</b> Lors des campagnes de suivi des eaux souterraines, l'ensemble de ces paramètres sont analysés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Interprétation de l'état des milieux (IEM)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article Condition 3 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du CE
<b>Prescription contrôlée :</b> Le cas échéant, à partir des résultats de l'ensemble des investigations réalisées sur site et hors site, l'exploitant actualise l'interprétation de l'état des milieux (IEM) réalisée en 2012. L'objectif de cette étude est de s'assurer que l'état des milieux à l'extérieur du site est compatible avec les usages constatés. L'exploitant s'attachera en particulier à mettre à jour le schéma conceptuel présentant les voies de transfert. L'IEM actualisée est transmise au Préfet des Hauts-de-Seine et à l'inspection des installations classées au plus tard 21 mois après la notification de l'arrêté préfectoral modifié.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 14/02/2023 l'interprétation de l'état des milieux (IEM) et le plan de gestion mis à jour et réalisés le 11/08/2022 par AECOM. Cette IEM étudie les impacts sanitaires pour les tiers et notamment pour les employés de la société SEPUR situé au nord du site. L'inspection constate que le bureau d'études s'est basé sur une modélisation des mesures d'air ambiant à partir des mesures de gaz du sol, attribuables à la pollution de PSC Isochem, pour le calcul du risque sanitaire. Des mesures de la qualité de l'air intérieur ont été réalisées sur le site de SEPUR et révèlent des concentrations en polluant réellement mesurées dans l'air ambiant supérieures aux concentrations modélisées. La différence peut s'expliquer par des émissions supplémentaires liées aux activités actuelles de SEPUR mais qui ne sont pas à considérer dans le cadre l'Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) de PSC Isochem. Les concentrations mesurées doivent en revanche être utilisées pour l'IEM.  Cette IEM est focalisée sur les employés de la société SEPUR. Cependant, il s'avère que la pollution, notamment en monochlorobenzène dans les eaux souterraines, s'étend à l'ouest du site. Ainsi, l'exploitant devra délimiter la pollution à l'ouest du site (ajout d'un ou plusieurs ouvrages hors site) et intégrer les impacts pour les tiers situés à l'ouest du site dans sa révision de l'IEM.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois